

Initiatives ministérielles

• (1620)

En terminant, j'aimerais dire un mot au sujet de la moralité de l'industrie du tabac. Ces deux dernières années, des documents confidentiels ont révélé que dans sa publicité, l'industrie du tabac cible délibérément les jeunes, sachant pertinemment que 80 p. 100 au moins des fumeurs commencent avant l'âge de 18 ans. Les jeunes qui à l'âge de 18 ans ne fument pas ne seront jamais des fumeurs. L'industrie du tabac, contrairement à ce qu'elle affirme, a fait de la publicité sociétale et de la promotion pour encourager les jeunes à fumer de plus en plus tôt.

Dans les pays du tiers monde, où aucune loi n'interdit la publicité pour le tabac, les fabricants de cigarettes sont encore moins subtils. Ils visent ouvertement les jeunes de 12 et 13 ans. Ils distribuent des cigarettes gratuitement aux mineurs dans les pays asiatiques, dans les pays du Pacifique et en Thaïlande pour y faire la promotion de leurs produits qui ont perdu du terrain sur le marché nord-américain.

Pourquoi les fabricants de cigarettes ont-ils tellement peur de ce qui se passe au Canada? C'est qu'ils s'aperçoivent que les autres pays commencent à tourner leur regard vers le Canada et à voir que nous avons réussi à réduire considérablement la consommation de tabac. Ils voient que ce succès est dû à une attaque sur trois fronts; celui de la fiscalité avec une taxe à l'exportation empêchant que soit rentable la rentrée au Canada des cigarettes de contrebande; celui de l'éducation concernant les risques du tabagisme et celui de l'étiquetage.

J'espère que ce projet de loi va permettre au gouvernement de réimposer la taxe à l'exportation sur les cigarettes sans en référer de nouveau à cette Chambre et que ce gouvernement va décider de quel côté il se trouve, celui des gros producteurs de tabac ou celui des 55 000 familles canadiennes qui chaque année voient disparaître les leurs. De quel côté allons-nous nous ranger?

Les libéraux et le gouvernement doivent avoir le courage de défendre les intérêts des Canadiens et de s'engager à réduire la consommation de tabac, de se ranger du côté des 55 000 Canadiens qui chaque année perdent un époux ou une épouse. Le gouvernement doit réintroduire la taxe à l'exportation.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, je voudrais que le député sache que le Parti libéral du Canada appuie fermement les agriculteurs canadiens et qu'il continuera de le faire.

Il a laissé entendre, dans son discours, qu'il savait comment régler les problèmes des producteurs de tabac. Ce ne sont, de toute évidence, que des belles paroles de néo-démocrates. Je parie qu'il n'a jamais vu une plantation de tabac de sa vie et qu'il ne sait pas que l'an dernier,

le gouvernement a annoncé un programme de 32 millions de dollars visant à aider les producteurs de tabac canadiens. Savez-vous combien d'argent a réellement été versé aux producteurs de tabac? Absolument rien. Pas un sou. Le gouvernement annonce haut et fort qu'il va aider les producteurs de tabac à diversifier leurs activités, à participer à d'autres programmes, et que fait-il? Il s'empresse d'éliminer le programme de remplacement des entreprises, programme qui avait été expressément conçu pour les aider à se lancer dans d'autres activités.

Étant donné l'avenir réservé à leur industrie, les tabaculteurs canadiens ont demandé au gouvernement la permission de participer au CSRN. Le député ignore peut-être ce qu'est exactement le CSRN. C'est un programme qui permettrait aux producteurs de tabac d'être considérés comme les autres agriculteurs, par exemple les producteurs de maïs et les producteurs de céréales, et qui leur permettrait d'investir dans leur avenir et de pouvoir se tirer d'affaires en tout temps. Mais le gouvernement ne leur a pas permis de participer à ce merveilleux programme.

• (1625)

Le député a dit que le Parti libéral appuyait les producteurs de tabac, qu'il traite lui-même d'assassins. Il sait que chaque fois que j'ai pris la parole à la Chambre, ce n'était pas pour prendre la défense des fabricants de produits du tabac, mais des tabaculteurs canadiens et des collectivités qui dépendent de leurs plantations pour leur survie.

J'ignore si le député en est conscient, mais chaque fois qu'il parle ainsi, qu'il donne de faux renseignements aux Canadiens, il nuit aux agriculteurs canadiens et plus précisément aux producteurs de tabac de chez nous ainsi qu'à nos petites entreprises qui comptent sur eux pour leur survie.

M. Karpoff: Monsieur le Président, j'apprécie cette question, parce que je crois qu'elle touche au coeur du problème. Si j'ai bien compris, le député nous dit que si c'est rentable, tant pis pour les 55 000 personnes qui en meurent. Il est déterminé à poursuivre cette activité rentable qui tue des gens.

Je regrette, mais le député ne peut pas tout avoir. Évidemment, à mesure que la consommation de tabac diminuera, les producteurs de tabac en souffriront. Je n'en doute pas. C'est pourquoi mon parti et moi-même avons demandé au gouvernement de créer des programmes réalistes dans le but d'aider les producteurs à se réorienter. Le but des programmes n'est pas de les aider à surmonter les moments difficiles et à continuer à récolter un produit dangereux.